

20^e séance

Articles, amendements et annexes

ÉNERGIE

Projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201, 3278).

Article 3

- ① I. – L'article 7 de la loi du 3 janvier 2003 susmentionnée est complété par un V ainsi rédigé :
- ② « V. – Les clients domestiques dont les revenus sont inférieurs à un plafond variable selon la composition du foyer, bénéficient sur leur demande, pour une part de leur consommation de gaz naturel, d'une tarification spéciale de solidarité, de la part de leur fournisseur de gaz naturel. Cette tarification spéciale est applicable à la fourniture et aux services qui lui sont liés. Pour la mise en œuvre de cette disposition, chaque organisme d'assurance maladie constitue un fichier regroupant les ayants droit potentiels. Ces fichiers sont transmis aux distributeurs de gaz ou, le cas échéant, à un organisme désigné à cet effet par les distributeurs, afin de leur permettre de notifier aux intéressés leurs droits à la tarification spéciale. Les distributeurs de gaz ou l'organisme qu'ils ont désigné préservent la confidentialité des informations contenues dans le fichier. Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent alinéa. »
- ③ II. – Après le treizième alinéa de l'article 16 de la loi du 3 janvier 2003, il est inséré l'alinéa suivant :
- ④ « – la fourniture de gaz naturel à un tarif spécial de solidarité ; ».
- ⑤ III. – Après l'article 16-1 de la loi du 3 janvier 2003, il est inséré l'article suivant :
- ⑥ « *Art. 16-2.* – Les charges imputables aux obligations de service public assignées aux fournisseurs de gaz naturel portant sur la fourniture de gaz naturel à un tarif spécial de solidarité sont compensées selon les dispositions du présent article. Elles comprennent les pertes de recettes et les coûts supportés par les fournisseurs de gaz naturel en raison de la mise en œuvre de la tarification spéciale de solidarité mentionnée au V de l'article 7.
- ⑦ « Les charges mentionnées à l'alinéa précédent sont calculées sur la base d'une comptabilité tenue par les fournisseurs qui les supportent. Cette comptabilité, établie selon des règles définies par la Commission de régulation de l'énergie, est contrôlée aux frais des opérateurs.
- ⑧ « La compensation de ces charges, au profit des opérateurs qui les supportent, est assurée par des contributions dues par les fournisseurs de gaz naturel. Le montant de ces contributions est calculé *au prorata* de la quantité de gaz naturel vendue par ces fournisseurs aux consommateurs finals.
- ⑨ « Le montant de la contribution applicable à chaque kilowattheure est calculé de sorte que les contributions couvrent l'ensemble des charges visées au premier alinéa du présent article ainsi que les frais de gestion exposés par la Caisse des dépôts et consignations. Le ministre chargé de l'énergie arrête ce montant chaque année sur proposition de la Commission de régulation de l'énergie. À défaut d'entrée en vigueur d'un nouvel arrêté, le dernier montant fixé est applicable aux exercices suivants.
- ⑩ « La contribution applicable à chaque kilowattheure ne peut dépasser 2 % du tarif réglementé de vente du kilowattheure, hors abonnement et hors taxes, applicable à un consommateur final domestique chauffé individuellement au gaz naturel.
- ⑪ « Les fournisseurs pour lesquels le montant de la contribution due est supérieur au coût des charges de service public mentionnées au premier alinéa qu'ils supportent, versent périodiquement à la Caisse des dépôts et consignations la différence entre cette contribution et ce coût. La Caisse des dépôts et consignations reverse, selon la même périodicité, aux fournisseurs pour lesquels le montant de la contribution due est inférieur au coût des charges de service public mentionnées au premier alinéa supportées, la différence entre ce coût et cette contribution.
- ⑫ « Sans préjudice des sanctions prévues à l'article 31 de la présente loi, en cas de défaut ou d'insuffisance de paiement de la contribution dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est due, la Commission de régulation de l'énergie adresse une lettre de rappel assortie d'une pénalité de retard dont le taux est fixé à 10 % du montant de la contribution due.
- ⑬ « Lorsque le montant de la totalité des contributions dues par les fournisseurs ne correspond pas au montant constaté des charges de l'année mentionnées au premier alinéa qu'ils supportent, la régularisation intervient l'année suivante au titre des charges dues pour cette année. Si les sommes dues ne sont pas recouvrées au cours de l'année, elles sont ajoutées au montant des charges de l'année suivante.

- ⑭ « Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent article. »
- ⑮ IV. – Au II de l'article 31 de la loi du n° 2003-8 du 3 janvier 2003, après la référence à l'article 16-1, est insérée la référence à l'article 16-2.

Amendements identiques :

Amendements n° 7272 présenté par M. Brottes, **n° 7273** de M. Bataille, **n° 7274** de M. Gaubert, **n° 7275** de M. Ducout, **n° 7276** de M. Le Déaut, **n° 7277** de M. Habib, **n° 7278** de M. Migaud, **n° 7279** de M. Bonrepaux, **n° 7280** de M. Aubron, **n° 7281** de M. Balligand, **n° 7282** de M. Bascou, **n° 7283** de M. Besson, **n° 7284** de M. Bono, **n° 7285** de M. Cohen, **n° 7286** de Mme Darciaux, **n° 7287** de M. Dehoux, **n° 7288** de M. Dosé, **n° 7289** de M. Dumas, **n° 7290** de M. Dumont, **n° 7291** de M. Emmanuelli, **n° 7292** de Mme Gaillard, **n° 7294** de Mme Génisson, **n° 7295** de M. Gorce, **n° 7296** de M. Gouriou, **n° 7297** de M. Jung, **n° 7298** de M. Lambert, **n° 7299** de M. Launay, **n° 7300** de Mme Lebranchu, **n° 7301** de M. Nayrou, **n° 7302** de Mme Saugues, **n° 7303** de M. Tourtelier et **n° 7304** de M. Vergnier.

Après l'alinéa 2 de cet article, insérer les deux alinéas suivants :

« I *bis*. – L'article 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie est complété par un VI ainsi rédigé :

« VI. – Les clients domestiques, dont l'un au moins des membres du foyer est titulaire d'un contrat de professionnalisation, bénéficient sur la totalité de leur consommation de gaz naturel de la tarification spéciale de solidarité définie au V. »

Les amendements suivants sont présentés respectivement par les mêmes auteurs et rédigés dans les mêmes termes, à l'exclusion des mots « d'un contrat de professionnalisation », qui sont remplacés par les mots :

Amendements n°s 7305 à 7337 : « d'un contrat jeune en entreprise »,

Amendements n°s 7338 à 7370 : « d'un contrat d'insertion-revenu minimum d'activité »,

Amendements n°s 7371 à 7403 : « d'un contrat initiative emploi »,

Amendements n°s 7404 à 7436 : « d'un contrat d'avenir »,

Amendements n°s 7437 à 7469 : « d'un contrat d'apprentissage »,

Amendements n°s 7470 à 7502 : « d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi »,

Amendements n°s 7503 à 7535 : « d'un contrat "nouvelles embauches" »,

Amendements n°s 7536 à 7568 : d'un contrat d'insertion dans la vie sociale ».

Amendement n° 88532 présenté par M. Lenoir, rapporteur au nom de la commission des affaires économiques.

Dans l'alinéa 4 de cet article, substituer aux mots : « à un tarif spécial de solidarité », les mots : « au tarif spécial de solidarité mentionné au V de l'article 7 de la présente loi ».

Amendement n° 88533 présenté par M. Lenoir, rapporteur.

Dans la dernière phrase de l'alinéa 6 de cet article, substituer aux mots : « de la tarification spéciale de solidarité mentionnée », les mots : « du tarif spécial de solidarité mentionné ».

Amendement n° 88534 présenté par M. Lenoir, rapporteur.

Compléter l'alinéa 7 de cet article par les mots et la phrase suivants : « qui supportent ces charges par leur commissaire aux comptes ou, pour les régies, par leur comptable public. La Commission de régulation de l'énergie peut, aux frais de l'opérateur, faire contrôler cette comptabilité par un organisme indépendant qu'elle choisit ».

Amendements identiques :

Amendements n° 39966 de M. Daniel Paul, **n° 39967** de M. Asensi, **n° 39968** de M. Biessy, **n° 39969** de M. Bocquet, **n° 39970** de M. Braouezec, **n° 39971** de M. Brard, **n° 39972** de M. Brunhes, **n° 39973** de Mme Buffet, **n° 39974** de M. Chassaigne, **n° 39975** de M. Desallangre, **n° 39976** de M. Dutoit, **n° 39977** de Mme Fraysse, **n° 39978** de M. Gérin, **n° 39979** de M. Goldberg, **n° 39980** de M. Gre Metz, **n° 39981** de M. Hage, **n° 39982** de Mme Jacquaint, **n° 39983** de Mme Jambu, **n° 39984** de M. Lefort, **n° 39985** de M. Liberti, **n° 39986** de M. Sandrier, **n° 39987** de M. Vaxès.

Dans l'alinéa 10 de cet article, substituer au taux : « 2 % » le taux : « 2,5 % ».

Les amendements suivants sont respectivement présentés par les mêmes auteurs et tendent à remplacer le taux : « 2 % » par le taux :

Amendements n°s 39988 à 40009 : « 3 % »,

Amendements n°s 40010 à 40031 : « 3,5 % »,

Amendements n°s 40032 à 40053 : « 4 % »,

Amendements n°s 40054 à 40075 : « 4,5 % »,

Amendements n°s 40076 à 40097 : « 5 % »,

Amendements n°s 40098 à 40119 : « 5,5 % »,

Amendements n°s 40120 à 40141 : « 6 % »,

Amendements n°s 40142 à 40163 : « 6,5 % »,

Amendements n°s 40164 à 40185 : « 7 % »,

Amendements n°s 40186 à 40207 : « 7,5 % »,

Amendements n°s 40208 à 40229 : « 8 % »,

Amendements n°s 40230 à 40251 : « 8,5 % »,

Amendements n°s 40252 à 40273 : « 9 % »,

Amendements n°s 40274 à 40295 : « 9,5 % »,

Amendements n°s 40296 à 40317 : « 10 % »,

Amendements n°s 40318 à 40339 : « 10,5 % »,

Amendements n°s 40340 à 40361 : « 11 % »,

Amendements n°s 40362 à 40383 : « 11,5 % »,

Amendements n°s 40384 à 40405 : « 12 % »,

Amendements n°s 40406 à 40427 : « 12,5 % »,

Amendements n°s 40428 à 40449 : « 13 % »,

Amendements n^{os} 40450 à 40471 : « 13,5 % »,

Amendements n^{os} 40472 à 40493 : « 14 % »,

Amendements n^{os} 40494 à 40515 : « 14,5 % »,

Amendements n^{os} 40516 à 40537 : « 15 % ».

Amendement n^o 88535 présenté par M. Lenoir, rapporteur.

Dans l'alinéa 12 de cet article, après les mots : « paiement de la », substituer au mot : « contribution », les mots : « différence devant être versée par un fournisseur ».

Amendements identiques :

Amendements n^o 40538 de M. Daniel Paul, **n^o 40539** de M. Asensi, **n^o 40540** de M. Biessy, **n^o 40541** de M. Bocquet, **n^o 40542** de M. Braouezec, **n^o 40543** de M. Brard, **n^o 40544** de M. Brunhes, **n^o 40545** de Mme Buffet, **n^o 40546** de M. Chassaigne, **n^o 40547** de M. Desallangre, **n^o 40548** de M. Dutoit, **n^o 40549** de Mme Fraysse, **n^o 40550** de M. Gerin, **n^o 40551** de M. Goldberg, **n^o 40552** de M. Gremetz, **n^o 40553** de M. Hage, **n^o 40554** de Mme Jacquaint, **n^o 40555** de Mme Jambu, **n^o 40556** de M. Lefort, **n^o 40557** de M. Liberti, **n^o 40558** de M. Sandrier, **n^o 40559** de M. Vaxès.

Dans l'alinéa 12 de cet article, substituer aux mots : « deux mois » les mots : « 7 jours ».

Les amendements suivants sont respectivement présentés par les mêmes auteurs et tendent à remplacer aux mots : « deux mois », les mots :

Amendements n^{os} 40560 à 40581 : « 14 jours »,

Amendements n^{os} 40582 à 40603 : « 3 semaines »,

Amendements n^{os} 40604 à 40625 : « 1 mois »,

Amendements n^{os} 40626 à 40647 : « 6 semaines ».

Amendement n^o 137568 présenté par M. Dionis du Séjour.

Dans l'alinéa 12 de cet article, après les mots : « Commission de régulation de l'énergie » insérer les mots : « , après avis du Conseil de la Concurrence, ».

Amendement n^o 88536 présenté par M. Lenoir, rapporteur.

Dans l'alinéa 12 de cet article, après le mot : « adresse », insérer les mots : « à ce fournisseur ».

Amendements identiques :

Amendements n^o 40648 de M. Daniel Paul, **n^o 40649** de M. Asensi, **n^o 40650** de M. Biessy, **n^o 40651** de M. Bocquet, **n^o 40652** de M. Braouezec, **n^o 40653** de M. Brard, **n^o 40654** de M. Brunhes, **n^o 40655** de Mme Buffet, **n^o 40656** de M. Chassaigne, **n^o 40657** de M. Desallangre, **n^o 40658** de M. Dutoit, **n^o 40659** de Mme Fraysse, **n^o 40660** de M. Gerin, **n^o 40661** de M. Goldberg, **n^o 40662** de M. Gremetz, **n^o 40663** de M. Hage, **n^o 40664** de Mme Jacquaint, **n^o 40665** de Mme Jambu, **n^o 40666** de M. Lefort, **n^o 40667** de M. Liberti, **n^o 40668** de M. Sandrier, **n^o 40669** de M. Vaxès.

Dans l'alinéa 12 de cet article, substituer au taux : « 10 % » le taux : « 11 % ».

Les amendements suivants sont respectivement présentés par les mêmes auteurs et tendent à remplacer le taux de : « 10 % » par le taux de :

Amendements n^{os} 40670 à 40691 : « 12 % »,

Amendements n^{os} 40692 à 40713 : « 13 % »,

Amendements n^{os} 40714 à 40735 : « 14 % »,

Amendements n^{os} 40736 à 40757 : « 15 % »,

Amendements n^{os} 40758 à 40779 : « 16 % »,

Amendements n^{os} 40780 à 40801 : « 17 % »,

Amendements n^{os} 40802 à 40823 : « 18 % »,

Amendements n^{os} 40824 à 40845 : « 19 % »,

Amendements n^{os} 40846 à 40867 : « 20 % »,

Amendements n^{os} 40868 à 40889 : « 21 % »,

Amendements n^{os} 40890 à 40911 : « 22 % »,

Amendements n^{os} 40912 à 40933 : « 23 % »,

Amendements n^{os} 40934 à 40955 : « 24 % »,

Amendements n^{os} 40956 à 40977 : « 25 % »,

Amendements n^{os} 40978 à 40999 : « 26 % »,

Amendements n^{os} 41000 à 41021 : « 27 % »,

Amendements n^{os} 41022 à 41043 : « 28 % »,

Amendements n^{os} 41044 à 41065 : « 29 % »,

Amendements n^{os} 41066 à 41087 : « 30 % ».

Amendement n^o 88537 présenté par M. Lenoir, rapporteur.

Dans l'alinéa 12 de cet article, après le mot : « montant », substituer aux mots : « de la contribution due » le mot : « dû ».

Amendements identiques :

Amendements n^o 41088 de M. Daniel Paul, **n^o 41089** de M. Asensi, **n^o 41090** de M. Biessy, **n^o 41091** de M. Bocquet, **n^o 41092** de M. Braouezec, **n^o 41093** de M. Brard, **n^o 41094** de M. Brunhes, **n^o 41095** de Mme Buffet, **n^o 41096** de M. Chassaigne, **n^o 41097** de M. Desallangre, **n^o 41098** de M. Dutoit, **n^o 41099** de Mme Fraysse, **n^o 41100** de M. Gerin, **n^o 41101** de M. Goldberg, **n^o 41102** de M. Gremetz, **n^o 41103** de M. Hage, **n^o 41104** de Mme Jacquaint, **n^o 41105** de Mme Jambu, **n^o 41106** de M. Lefort, **n^o 41107** de M. Liberti, **n^o 41108** de M. Sandrier, **41109** de M. Vaxès.

Compléter l'alinéa 12 de cet article par la phrase suivante :

« Ce taux est majoré de 25 % si la pénalité appliquée n'est pas acquittée dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de la lettre de rappel. »

Les amendements suivants sont respectivement présentés par les mêmes auteurs et tendent à majorer le taux de la façon suivante :

Amendements n^{os} 41110 à 41131 : « 25 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de deux semaines »,

Amendements n^{os} 41132 à 41153 : « 25 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de trois semaines »,

Amendements n^{os} 41154 à 41175 : « 25 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai d'un mois »,

Amendements n^{os} 41176 à 41197 : « 25 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de six semaines »,

Amendements n^{os} 41198 à 41219 : « 25 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de deux mois »,

Amendements n^{os} 41220 à 41241 : « 20 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai d'une semaine »,

Amendements n^{os} 41242 à 41263 : « 20 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de deux semaines »,

Amendements n^{os} 41264 à 41285 : « 20 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de trois semaines »,

Amendements n^{os} 41286 à 41307 : « 20 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai d'un mois »,

Amendements n^{os} 41308 à 41329 : « 20 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de six semaines »,

Amendements n^{os} 41330 à 41351 : « 20 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de deux mois »,

Amendements n^{os} 41352 à 41373 : « 15 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai d'une semaine »,

Amendements n^{os} 41374 à 41395 : « 15 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de deux semaines »,

Amendements n^{os} 41396 à 41417 : « 15 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de trois semaines »,

Amendements n^{os} 41418 à 41439 : « 15 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai d'un mois »,

Amendements n^{os} 41440 à 41461 : « 15 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de six semaines »,

Amendements n^{os} 41462 à 41483 : « 15 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de deux mois »,

Amendements n^{os} 41484 à 41505 : « 10 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai d'une semaine »,

Amendements n^{os} 41506 à 41527 : « 10 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de deux semaines »,

Amendements n^{os} 41528 à 41549 : « 10 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de trois semaines »,

Amendements n^{os} 41550 à 41571 : « 10 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai d'un mois »,

Amendements n^{os} 41572 à 41593 : « 10 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de six semaines »,

Amendements n^{os} 41594 à 41615 : « 10 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de deux mois »,

Amendements n^{os} 41616 à 41637 : « 5 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai d'une semaine »,

Amendements n^{os} 41638 à 41659 : « 5 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de deux semaines »,

Amendements n^{os} 41660 à 41681 : « 5 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de trois semaines »,

Amendements n^{os} 41682 à 41703 : « 5 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai d'un mois »,

Amendements n^{os} 41704 à 41725 : « 5 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de six semaines »,

Amendements n^{os} 41726 à 41747 : « 5 % si la pénalité n'est pas acquittée dans un délai de deux mois ».

Amendements identiques :

Amendements n^{os} 41748 de M. Daniel Paul, **n^o 41749** de M. Asensi, **n^o 41750** de M. Biessy, **n^o 41751** de M. Bocquet, **n^o 41752** de M. Braouezec, **n^o 41753** de M. Brard, **n^o 41754**

de M. Brunhes, **n^o 41755** de Mme Buffet, **n^o 41756** de M. Chassaigne, **n^o 41757** de M. Desallangre, **n^o 41758** de M. Dutoit, **n^o 41759** de Mme Fraysse, **n^o 41760** de M. Gerin, **n^o 41761** de M. Goldberg, **n^o 41762** de M. Gremetz, **n^o 41763** de M. Hage, **n^o 41764** de Mme Jacquaint, **n^o 41765** de Mme Jambu, **n^o 41766** de M. Lefort, **n^o 41767** de M. Liberti, **n^o 41768** de M. Sandrier, **n^o 41769** de M. Vaxès.

Compléter l'alinéa 12 de cet article par la phrase suivante :

« Ce taux est majoré de 5 % si la pénalité appliquée n'est pas acquittée dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de la lettre de rappel, de 10 % si la pénalité appliquée n'est pas acquittée dans un délai de deux semaines, de 15 % si la pénalité appliquée n'est pas acquittée dans un délai de trois semaines, de 20 % si la pénalité appliquée n'est pas acquittée dans un délai d'un mois et de 25 % si la pénalité appliquée n'est pas acquittée dans un délai de deux mois ou plus. »

Amendements identiques :

Amendements n^o 41770 de M. Daniel Paul, **n^o 41771** de M. Asensi, **n^o 41772** de M. Biessy, **n^o 41773** de M. Bocquet, **n^o 41774** de M. Braouezec, **n^o 41775** de M. Brard, **n^o 41776** de M. Brunhes, **n^o 41777** de Mme Buffet, **n^o 41778** de M. Chassaigne, **n^o 41779** de M. Desallangre, **n^o 41780** de M. Dutoit, **n^o 41781** de Mme Fraysse, **n^o 41782** de M. Gerin, **n^o 41783** de M. Goldberg, **n^o 41784** de M. Gremetz, **n^o 41785** de M. Hage, **n^o 41786** de Mme Jacquaint, **n^o 41787** de Mme Jambu, **n^o 41788** de M. Lefort, **n^o 41789** de M. Liberti, **n^o 41790** de M. Sandrier, **n^o 41791** de M. Vaxès.

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« V. – Les dispositions du présent article entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2008. »

Les amendements suivants sont respectivement présentés par les mêmes auteurs et tendent à remplacer la date du : « 1^{er} juillet 2008 » par la date du :

Amendements n^{os} 41792 à 41813 : 1^{er} août 2008,

Amendements n^{os} 41814 à 41835 : 1^{er} septembre 2008,

Amendements n^{os} 41836 à 41857 : 1^{er} octobre 2008,

Amendements n^{os} 41858 à 41879 : 1^{er} novembre 2008,

Amendements n^{os} 41880 à 41901 : 1^{er} décembre 2008,

Amendements n^{os} 41902 à 41923 : 1^{er} janvier 2009,

Amendements n^{os} 41924 à 41945 : 1^{er} février 2009,

Amendements n^{os} 41946 à 41967 : 1^{er} mars 2009,

Amendements n^{os} 41968 à 41989 : 1^{er} avril 2009,

Amendements n^{os} 41990 à 42011 : 1^{er} mai 2009,

Amendements n^{os} 42012 à 42033 : 1^{er} juin 2009,

Amendements n^{os} 42034 à 42055 : 1^{er} juillet 2009,

Amendements n^{os} 42056 à 42077 : 1^{er} août 2009,

Amendements n^{os} 42078 à 42099 : 1^{er} septembre 2009,

Amendements n^{os} 42100 à 42121 : 1^{er} octobre 2009,

Amendements n^{os} 42122 à 42143 : 1^{er} novembre 2009,

Amendements n^{os} 42144 à 42165 : 1^{er} décembre 2009,

Amendements n^{os} 42166 à 42187 : 1^{er} janvier 2010,
Amendements n^{os} 42188 à 42209 : 1^{er} février 2010,
Amendements n^{os} 42210 à 42231 : 1^{er} mars 2010,
Amendements n^{os} 42232 à 42253 : 1^{er} avril 2010,
Amendements n^{os} 42254 à 42275 : 1^{er} mai 2010,
Amendements n^{os} 42276 à 42297 : 1^{er} juin 2010,
Amendements n^{os} 42298 à 42319 : 1^{er} juillet 2010,
Amendements n^{os} 42320 à 42341 : 1^{er} août 2010,
Amendements n^{os} 42342 à 42363 : 1^{er} septembre 2010,
Amendements n^{os} 42364 à 42385 : 1^{er} octobre 2010,
Amendements n^{os} 42386 à 42407 : 1^{er} novembre 2010,
Amendements n^{os} 42408 à 42429 : 1^{er} décembre 2010,
Amendements n^{os} 42430 à 42451 : 1^{er} janvier 2011,
Amendements n^{os} 42452 à 42473 : 1^{er} février 2011,
Amendements n^{os} 42474 à 42495 : 1^{er} mars 2011,
Amendements n^{os} 42496 à 42517 : 1^{er} avril 2011,
Amendements n^{os} 42518 à 42539 : 1^{er} mai 2011,
Amendements n^{os} 42540 à 42561 : 1^{er} juin 2011,
Amendements n^{os} 42562 à 42583 : 1^{er} juillet 2011,
Amendements n^{os} 42584 à 42605 : 1^{er} août 2011,
Amendements n^{os} 42606 à 42627 : 1^{er} septembre 2011,
Amendements n^{os} 42628 à 42649 : 1^{er} octobre 2011,
Amendements n^{os} 42650 à 42671 : 1^{er} novembre 2011,
Amendements n^{os} 42672 à 42693 : 1^{er} décembre 2011,
Amendements n^{os} 42694 à 42715 : 1^{er} janvier 2012,
Amendements n^{os} 42716 à 42737 : 1^{er} février 2012,
Amendements n^{os} 42738 à 42759 : 1^{er} mars 2012,
Amendements n^{os} 42760 à 42781 : 1^{er} avril 2012,
Amendements n^{os} 42782 à 42803 : 1^{er} mai 2012,
Amendements n^{os} 42804 à 42825 : 1^{er} juin 2012,
Amendements n^{os} 42826 à 42847 : 1^{er} juillet 2012,
Amendements n^{os} 42848 à 42869 : 1^{er} août 2012,
Amendements n^{os} 42870 à 42891 : 1^{er} septembre 2012,
Amendements n^{os} 42892 à 42913 : 1^{er} octobre 2012,
Amendements n^{os} 42914 à 42935 : 1^{er} novembre 2012,
Amendements n^{os} 42936 à 42957 : 1^{er} décembre 2012.

Après l'article 3

Amendements identiques :

Amendements n^o 3141 de M. Brottes, **n^o 3142** de M. Bataille, **n^o 3143** de M. Ducout, **n^o 3144** de M. Gaubert, **n^o 3145** de M. Le Déaut, **n^o 3146** de M. Habib, **n^o 3147** de M. Migaud, **n^o 3148** de M. Bonrepaux, **n^o 3149** de Mme Adam, **n^o 3150** de Mme Andrieux, **n^o 3151** de M Aubron, **n^o 3152** de M. Ayrault, **n^o 3153** de M. Bacquet, **n^o 3154** de M. Balligand, **n^o 3155** de M. Bapt, **n^o 3156** de M. Bartolone, **n^o 3157** de M. Bascou, **n^o 3158** de M. Bateux,

n^o 3159 de M. Beauchaud, **n^o 3160** de M. Besson, **n^o 3161** de M. Bianco, **n^o 3162** de M. Blazy, **n^o 3163** de M. Blisko, **n^o 3164** de M. Bloche, **n^o 3165** de M. Bois, **n^o 3166** de M. Boisserie, **n^o 3167** de M. Bono, **n^o 3168** de M. Boucheron, **n^o 3169** de M. Bourguignon, **n^o 3170** de Mme Bousquet, **n^o 3171** de M. Cambadélis, **n^o 3172** de M. Carcenac, **n^o 3173** de M. Caresche, **n^o 3174** de Mme Carrillon-Couvreur, **n^o 3175** de M. Cathala, **n^o 3176** de M. Chanteguet, **n^o 3177** de M. Charzat, **n^o 3178** de M. Claeys, **n^o 3179** de Mme Clergeau, **n^o 3180** de M. Cocquempot, **n^o 3181** de M. Cohen, **n^o 3182** de Mme Darciaux, **n^o 3183** de M. Dasseux, **n^o 3184** de Mme David, **n^o 3185** de M. Defontaine, **n^o 3186** de M. Dehoux, **n^o 3187** de M. Delebarre, **n^o 3188** de M. Delobel, **n^o 3189** de M. Derosier, **n^o 3190** de M. Destot, **n^o 3191** de M. Dolez, **n^o 3192** de M. Dosé, **n^o 3193** de M. Dosière, **n^o 3194** de M. Dray, **n^o 3195** de M. Dreyfus, **n^o 3196** de M. Dufau, **n^o 3197** de M. Dumas, **n^o 3198** de M. Dumont, **n^o 3199** de M. Dupré, **n^o 3200** de M. Durand, **n^o 3201** de Mme Duriez, **n^o 3202** de M. Emmanuelli, **n^o 3203** de M. Évin, **n^o 3204** de M. Fabius, **n^o 3205** de M. Facon, **n^o 3206** de M. Floch, **n^o 3207** de M. Forgues, **n^o 3208** de M. Françaix, **n^o 3209** de Mme Gaillard, **n^o 3211** de Mme Génisson, **n^o 3212** de M. Giacobbi, **n^o 3213** de M. Giraud, **n^o 3214** de M. Glavany, **n^o 3215** de M. Gorce, **n^o 3216** de M. Gouriou, **n^o 3217** de Mme Guigou, **n^o 3218** de Mme Guinchard, **n^o 3219** de Mme Hoffman-Rispal, **n^o 3220** de M. Hollande, **n^o 3221** de M. Huwart, **n^o 3222** de M. Idiart, **n^o 3223** de Mme Imbert, **n^o 3224** de M. Jalton, **n^o 3225** de M. Janquin, **n^o 3226** de M. Jung, **n^o 3227** de M. Kucheida, **n^o 3228** de Mme Lacuey, **n^o 3229** de M. Lambert, **n^o 3230** de M. Lamy, **n^o 3231** de M. Lang, **n^o 3232** de M. Launay, **n^o 3233** de M. Le Bouillonnet, **n^o 3234** de M. Le Bris, **n^o 3235** de M. Le Drian, **n^o 3236** de M. Le Garrec, **n^o 3237** de M. Le Guen, **n^o 3238** de M. Le Roux, **n^o 3239** de Mme Lebranchu, **n^o 3240** de M. Lefait, **n^o 3241** de M. Lemasle, **n^o 3242** de M. Lengagne, **n^o 3243** de Mme Lepetit, **n^o 3244** de M. Leroy, **n^o 3245** de M. Liebgott, **n^o 3246** de Mme Lignières-Cassou, **n^o 3247** de M. Loncle, **n^o 3248** de M. Lurel, **n^o 3249** de M. Madrelle, **n^o 3250** de M. Manscour, **n^o 3251** de M. P. Martin, **n^o 3252** de M. Masse, **n^o 3253** de M. Mathus, **n^o 3254** de M. Mequida, **n^o 3255** de M. Michel, **n^o 3256** de Mme Mignon, **n^o 3257** de M. Montebourg, **n^o 3258** de M. Nayrou, **n^o 3259** de M. Néri, **n^o 3260** de Mme Oget, **n^o 3261** de M. Pajon, **n^o 3262** de M. C. Paul, **n^o 3263** de M. Payet, **n^o 3264** de M. Peiro, **n^o 3265** de M. Perez, **n^o 3266** de Mme Pérol-Dumont, **n^o 3267** de M. Queyranne, **n^o 3268** de M. Quilès, **n^o 3269** de M. Renucci, **n^o 3270** de Mme Robin-Rodrigo, **n^o 3271** de M. Rodet, **n^o 3272** de M. Roman, **n^o 3273** de M. Rouquet, **n^o 3274** de M. Roy, **n^o 3275** de Mme Royal, **n^o 3276** de M. Sainte-Marie, **n^o 3277** de Mme Saugues, **n^o 3278** de M. Schwartzenberg, **n^o 3279** de M. Sicre, **n^o 3280** de M. Strauss-Kahn, **n^o 3281** de Mme Taubira, **n^o 3282** de M. Terrasse, **n^o 3283** de M. Tourtelier, **n^o 3284** de M. Vaillant, **n^o 3285** de M. Vallini, **n^o 3286** de M. Valls, **n^o 3287** de M. Vergnier, **n^o 3288** de M. Vidalies, **n^o 3289** de M. Viollet, **n^o 3290** de M. Vuilque.

Après l'article 1^{er}, insérer l'article suivant :

Dans les quatre mois suivant l'autorisation formelle donnée par la Commission européenne de la mettre en place, une loi fixera les conditions permettant aux consommateurs finaux d'électricité ou de gaz ayant exercé leur éligibilité de bénéficiaire de nouveau des tarifs réglementés de vente mentionnés à l'article 4 de la présente loi.

Amendement n° 88538 rectifié présenté par M. Ollier, président de la commission des affaires économiques, M. Lenoir, rapporteur, MM. Poignant et Alain Cousin.

Après l'article 3, insérer l'article suivant :

Après l'article 30 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, il est inséré un article 30-1 ainsi rédigé :

« *Art. 30-1.* – I. – Il est institué un tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché. À la demande d'un consommateur final formulée par écrit avant le 1^{er} juillet 2007, ce tarif est applicable de plein droit pour une durée de deux ans à la consommation finale des sites pour lesquels la contribution prévue au I de l'article 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 précitée est acquittée.

« Ce tarif s'applique de plein droit à compter de la date à laquelle la demande est formulée aux contrats en cours. Il s'applique également aux contrats conclus postérieurement, y compris avec un autre fournisseur.

« II. – Le tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché, qui ne peut être inférieur au tarif réglementé de vente hors taxes applicable à un site de consommation présentant les mêmes caractéristiques, est établi par arrêté du ministre chargé de l'énergie. Ce tarif ne peut être supérieur de plus de 30 % au tarif réglementé de vente hors taxes applicable à un site de consommation présentant les mêmes caractéristiques. »

Sous-amendement n° 137659 présenté par M. Ollier.

Compléter l'alinéa 4 de cet amendement par la phrase suivante :

« Toutefois, pour les consommateurs dont la puissance souscrite pour l'accès au réseau est égale ou inférieure à 36 kilovoltampères, ce tarif ne peut être supérieur de plus

de 20 % au tarif réglementé de vente hors taxes applicable à un site de consommation présentant les mêmes caractéristiques. »

Sous-amendement n° 137660 présenté par MM. de Courson et Dionis du Séjour.

Dans la dernière phrase de l'alinéa 2 de cet amendement, supprimer les mots : « avant le 1^{er} juillet 2007 ».

Sous-amendement n° 137650 rectifié présenté par M. de Courson.

Dans la dernière phrase de l'alinéa 2 de cet amendement, après les mots : « deux ans », insérer le mot : « renouvelables ».

Sous-amendement n° 137648 rectifié présenté par M. de Courson.

Dans la dernière phrase de l'alinéa 4 de cet amendement, substituer au taux : « 30 % » le taux : « 20 % ».

Sous-amendement n° 137649 rectifié présenté par M. de Courson.

Dans la dernière phrase de l'alinéa 4 de cet amendement, substituer au mot : « au » les mots : « à la part énergie du ».

Annexe

DÉPÔT D'UN RAPPORT EN APPLICATION D'UNE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 18 septembre 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article R. 731-6 du code rural, le rapport d'activité de l'Établissement de gestion du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles (FFIPSA) pour l'année 2005.

